

**DISCOURS DE FRANCOIS HOLLANDE
RASSEMBLEMENT DES SECRETAIRES DE SECTIONS
MUTUALITE – DIMANCHE 20 JANVIER 2008**

Chers Amis, Chers Camarades,

Sept semaines avant les élections municipales et cantonales et nous sommes prêts, unis. Ce rassemblement était indispensable. Nous sommes unis parce qu'il y a pour les Français une obligation qui nous est faite d'être au rendez-vous.

Je veux, à ce moment, dire combien le travail de Bruno Le Roux et de la commission électorale, de Daniel Vaillant pour le rassemblement de la gauche a pu porter ses fruits. Nous sommes présents, nous les socialistes, sur des listes que nous conduisons le plus souvent avec des candidats – parfois sortants qui aspirent à renouveler le mandat qu'ils ont reçu du peuple- mais aussi de nouveaux candidats –il y en a beaucoup, avec des candidats plus jeunes –c'est un bon signal que le renouvellement des générations-, avec des candidates plus nombreuses –notamment, dans les villes de + de 20 000 habitants, en tête de liste, avec des candidates et des candidats dits de la diversité qui veulent s'appeler tout simplement « la réalité de ce qu'est notre pays », avec des générations nées ici, qui sont Françaises comme les autres, même s'ils n'ont pas la même couleur de peau. Ils sont dans cette République métissée que nous voulions pour notre pays.

Les socialistes ont voulu donner l'exemple. A-t-il été suivi ? Qu'importe ! La droite a sa propre responsabilité. Elle a même inventé la parité aux élections cantonales : que des hommes en titulaires et que des femmes en suppléantes !

De la même manière que nous avons l'obligation de l'exemple, nous avons l'obligation du rassemblement. Il y en a qui disent « finalement, maintenant à gauche, il n'y a plus que des socialistes. Que sont encore nos partenaires ? Que représentent-ils ? Si nous étions restés dans cet état d'esprit, nous n'aurions rendu service ni à la gauche ni au socialisme, parce que nous avons besoin de toute la gauche à l'occasion des élections municipales et cantonales. Nous n'avons pas vocation à occuper toutes les places. Nous avons l'obligation d'être fédérateurs, au-delà de notre propre famille politique.

Dans 75 % des villes de France, nous sommes en union avec les communistes, les verts, les radicaux, mouvement des citoyens... Et même avec les socialistes. Nous avons écarté la plupart du temps les passions de la dissidence qui font injure à l'idéal qui est le nôtre. Quand j'en vois certains, parce qu'ils n'ont pas été retenus –il y avait d'ailleurs des raisons- sur nos listes et qui passent sur le trottoir d'à côté, laissons-les sur le trottoir : c'est leur place.

Nous avons fait en sorte d'en accueillir d'autres, parce que le rassemblement, c'est d'aller y compris vers ceux qui veulent aller avec nous. De ce point de vue-là, nous ne sommes fermés à aucune bonne volonté. À certaines conditions, néanmoins. Nous en avons fixé trois : la première, tous ceux qui veulent nous rejoindre doivent approuver le projet municipal que nous portons dans chacune des villes de France. La seconde, ils doivent accepter nos alliés, la gauche. La troisième, ils doivent être clairement contre la politique de Nicolas Sarkozy. Tous les candidats qui seront sur nos listes seront contre la politique de Nicolas Sarkozy, seront pour le rassemblement de la gauche et porteront notre projet municipal.

Il y en a même de l'extrême gauche qui ont voulu nous rejoindre. Cela nous a parfois surpris et, dans certains cas, nous y avons fait bonne place quand ils ont enfin compris que, si on veut servir la gauche au-delà de nos différences, il faut faire gagner la gauche ; on ne peut pas être plus à gauche que la gauche et ne pas faire le choix de la gauche au premier et au second tour d'une élection, quelle qu'elle soit.

Nous ne sommes pas là simplement pour une bataille partisane même si je souhaite qu'à ces élections municipales et cantonales, le Parti socialiste soit le premier parti de France. On le mesurera à la fois –car maintenant tout s'évalue, tout se mesure- au nombre de suffrages et au nombre de villes et de cantons que la gauche détiendra au lendemain des 9 et 16 mars. Voilà le rendez-vous que l'on lance non pas simplement au pouvoir mais aux Français.

Car ce scrutin est pour eux à la fois pour l'animation de leur territoire et pour leurs intérêts dans une forme de protection par rapport à la politique du gouvernement et du Président de la République. Il est pour eux aussi pour la préparation de l'avenir.

Quelle est notre responsabilité ? Être un contre-pouvoir qui n'est pas simplement d'être contre le pouvoir, mais d'être un autre pouvoir. Notre premier devoir, donc, est de faire en sorte que dans toutes les villes de France où nous allons porter les couleurs de la gauche, dans tous les départements de France, nous puissions améliorer la vie de nos concitoyens, être utiles tout de suite ; ne pas simplement attendre, ne pas simplement capter la frustration ou la colère ou le dépit. Être là tout de suite pour leur être utile.

C'est la vieille tradition du socialisme municipal, de ces femmes et de ces hommes qui s'engageaient à gauche pour conquérir des communes dans tous les départements de France en se disant que, puisqu'ils ne pourront jamais avoir le pouvoir d'Etat, puisque c'est trop dur, puisqu'en face ils sont trop forts, au moins changeons la vie quotidienne de nos villes, de nos quartiers, de nos villages.

Aujourd'hui, je dois dire aux filles et aux fils de ceux-là, que nous demandons de changer la vie quotidienne de nos concitoyens sans pour autant écarter la perspective du pouvoir au niveau de l'Etat. Il ne faudrait tout de même qu'il existe une forme de « division politique du travail » : à la gauche les territoires, les départements, les régions, les communes et à la droite le pouvoir d'Etat. Non. Nos électeurs –et même nos adversaires– doivent comprendre que nous revendiquons le pouvoir local et, forts du pouvoir local, nous revendiquons aussi le pouvoir de l'Etat.

Mais, nous voulons être utiles. Utile, c'est porter un projet. Il ne sera pas le même selon les spécificités de nos villes ou de nos départements. Grâce au travail de Claudy Lebreton et de la Fnesr, nous partons avec **cinq grands engagements** :

- ***Le premier, faire la réussite éducative pour tous.*** Nous ne sommes pas responsables du Ministère de l'Education nationale, mais nous pouvons non pas faire le service minimum pendant l'école, mais faire le service maximum après l'école. Nous ne le ferons pas seuls. Nous le ferons avec les associations, les enseignants. Et, partout où nous pouvons agir, nous pouvons donner une chance de plus à l'égalité scolaire.
- ***Le deuxième, engager la construction de logements.*** De logements sociaux, mais pas simplement. Nous devons permettre à tous les Français d'accéder à un logement de qualité, ce qui suppose des réserves foncières, l'accession à des terrains ; ce qui suppose aussi de favoriser la construction et, là où nous le pouvons, de bâtir directement.
- ***Le troisième, donner priorité aux transports publics.*** Au moment où le prix de l'énergie est ce qu'il est, il y a une obligation pour soulager le pouvoir d'achat de nos compatriotes de faire en sorte que le transport public, au-delà même des questions écologiques, puisse être une solution alternative à la voiture.
- ***Le quatrième, être les porteurs d'une politique de solidarité.*** Chaque fois que nous ferons un service public à la petite enfance, chaque fois que nous pourrons trouver une solution pour l'accompagnement des personnes âgées à leur domicile et au-delà, nous ferons en sorte là encore d'offrir une égalité de plus, un soutien de plus.

- **Le cinquième, garantir la sécurité.** Nous savons que nous avons une obligation de faire de la prévention puisque le pouvoir ne veut pas faire de la prévention. Nous devons jouer notre rôle en tant qu'élus. Nous éviterons que des jeunes, trop vite, se désespèrent et se tournent vers la délinquance et la violence, faute de trouver ailleurs une espérance. Nous ne sommes pas là simplement pour regarder les chiffres –maquillés ou pas- et attendre finalement que l'exaspération nous porte à la responsabilité de notre pays. C'est maintenant qu'il nous faut être utiles.

C'est pourquoi je veux que la campagne pour les élections municipales et cantonales porte aussi sur la question du pouvoir d'achat. Parce que, si nous assurons la réussite scolaire contre la marchandisation de l'encadrement après l'école, si nous sommes capables de fournir plus de logements sociaux, si nous pouvons fournir plus de places en crèche, si nous pouvons alléger le coût pour les personnes dépendantes de ce qu'est hélas une hospitalisation, si nous pouvons faire en sorte d'assurer une sécurité au quotidien, nous aurons soulager, alléger la charge qui pèse sur nos concitoyens et permis que le pouvoir d'achat soit protégé. Faisons des élections municipales une confrontation sur le pouvoir d'achat. Faisons aussi apparaître qu'avec les 20 régions sur 22 dont nous avons la charge, avec la moitié des départements, et peut-être plus demain, avec une majorité de villes et d'intercommunalités, ce que nous pourrions nous-mêmes gérer en termes d'investissements publics sera plus important que les investissements civils de l'Etat. Ce n'est certes pas tout le pouvoir, mais c'est le pouvoir de changer nous aussi la vie de nos concitoyens et de préparer l'avenir.

Mais il faut aussi anticiper, montrer que nous inventons des politiques. L'enjeu des élections municipales, c'est de ne pas attendre 2012, de savoir qui, comment, c'est de savoir ce que nous proposons maintenant, sur quoi nous agissons maintenant et comment nous transformons. Nous devons être exemplaires aussi dans l'action politique. Nous ne serons pas simplement reçus en 2012 parce que nous nous serons opposés –il le faut, parce que nous avons contesté, parce que nous avons porté un projet –il le faudra. Nous pourrions être crédibles, exemplaires, si nous avons agi, transformé à l'échelle de nos collectivités. Voilà notre mission.

Être un contre-pouvoir, c'est aussi être contre le pouvoir. Il est vrai que, la semaine dernière, il y avait un rassemblement de l'UMP. Le chef de l'UMP était donc présent : Nicolas Sarkozy, puisqu'il est le chef de tout... Même chef d'église ! Chanoine d'honneur de l'église de Latran ! Il venait donc parmi les siens, accompagné –c'était tout de même étrange pour lancer une campagne électorale- par un ancien chef de gouvernement britannique –au demeurant fort sympathique- qui a dit des choses assez justes sur le caractère énergétique de celui qui l'invitait.

Mais, franchement, que venait faire un ancien Premier ministre britannique pour lancer des élections municipales en France ? Sauf si l'on pense qu'il venait lancer un appel aux Britanniques de France qui peuvent voter, c'est vrai, aux élections municipales ! Il leur a d'ailleurs dit ce qu'il pensait. Il leur a dit que s'il était en France, il serait au Parti socialiste ! En précisant –mais c'est parce qu'il est mal informé car les socialistes veulent tous transformer leur parti !- qu'il serait du côté de ceux qui veulent le transformer ! Nous lui disons donc merci, car il a fait un appel pour voter pour le Parti socialiste.

Voilà que Nicolas Sarkozy affirme qu'il faut nationaliser le scrutin, politiser, qu'il s'engagerait personnellement et, le lendemain, reprenant sa parole, il considère que les élections municipales sont un scrutin local, que rien ne presse. Les conseillers du Président qui s'expriment eux aussi à leur guise à la télévision donnent une interprétation ; Raffarin, en renfort, insiste sur le caractère local de l'élection municipale.

Nous devons donc, nous, remettre de l'ordre dans tout cela. Ce sont des élections politiques. Car, même au plan local, c'est de la politique que de vouloir décider de l'avenir de sa propre cité.

Nous risquons cependant, peut-être, d'être un peu seuls car nous présentons des listes et nous sommes de gauche. Et, comme le disait Ségolène, en face on ne sait plus très bien ce qu'ils sont. Je leur conseille de mettre Sarkozy, de ne pas avoir peur ! Non, ils sont apolitiques ! Ils font l'ouverture, ils ne sont ni de droite, ni de gauche. Il faut se mettre un instant à la place des électeurs de droite. Que vont-ils faire ? Je m'inquiète ! Pour qui vont-ils voter ? S'il n'y a plus de candidats de droite, s'ils sont apolitiques ! Peut-être vont-ils voter pour nous ! Pourquoi donc cette pudeur, cette timidité, cette discrétion ?

S'ils avaient confiance, ils brandiraient avec fierté le bilan, et pas simplement celui des 8 derniers mois ! mais depuis 5 ans ! :

- *Ils ne peuvent pas dire que la croissance est forte. Et même ! Ils ne nous disent pas la vérité !* À entendre la Ministre des finances, la croissance sera de 2,25 %. Mais l'on sait, hélas, que compte tenu des perspectives de récession à l'échelle internationale que le plus vraisemblable est d'avoir une croissance de 1,5 % en 2008.
- *Ils ne peuvent pas laisser croire qu'ils maîtrisent les prix, quand chacun fait sa propre mesure de l'inflation à l'aune des prix alimentaires, du prix des carburants, du coût du loyer.* Et l'inflation sera supérieure, on le sait aujourd'hui, à 3 % dans l'année 2008.
- *Ils ne peuvent même pas nous dire qu'ils ont rétabli les comptes publics.* Nous savons qu'en 2012, il n'y aura pas d'équilibre budgétaire, sauf à faire un plan de rigueur.
- *Ils ne peuvent pas se vanter d'avoir aidé les entreprises, d'avoir œuvré pour le rétablissement de la compétitivité de notre économie.*

Nous venons d'apprendre que le déficit de notre commerce extérieur pour l'année 2007 atteindra le record historique de 40 milliards d'euros. Et ce n'est pas de la faute à l'euro. L'Allemagne, pays voisin de la France, dégage un excédent de 200 milliards d'euros pour la même année 2007 avec la même monnaie.

- *Ils ne peuvent pas affirmer avoir diminué le niveau de l'endettement public.* On atteindra le niveau record de plus de 65 % d'endettement public par rapport à la richesse nationale avec le plus niveau de taux de prélèvements obligatoires.

C'est le bilan, non pas simplement des 8 derniers mois, mais des 8 mois et 5 ans durant lesquels, c'est vrai, Nicolas Sarkozy avait placé dans les gouvernements Raffarin / De Villepin. C'est l'échec d'une majorité depuis 5 ans et 8 mois, et il faudra bien dénoncer cet échec. L'élection qui vient nous permet de faire ce constat-là et de demander aux Français aussi, au-delà de l'avertissement nécessaire, de se protéger eux-mêmes. Parce que, ce qui attend nos concitoyens au lendemain du scrutin municipal et cantonal, c'est un plan de rigueur.

Comment faudra-t-il régler le problème des « caisses vides » ? Même si nous pouvons dire que si les caisses sont vides, c'est qu'ils les ont vidées ! Avant on disait que c'était la gauche qui vidait les caisses ! C'est un raisonnement qui va finir par tourner court. Cela fait près de 6 ans que nous ne les avons pas vues, les caisses ! Mais qui donc a vidé les caisses si ce n'est ceux qui ont dépensé en pure perte 15 milliards d'euros ? Et, en plus, ils se permettent de chipoter ! Ce ne serait pas 15 milliards d'euros, accusant les socialistes de vouloir polémiquer, c'est 14 ! Bon, d'accord c'est 14 milliards donc de dépenser en pure perte : 7 milliards de cadeaux fiscaux aux plus favorisés, 7 milliards en exonérations de cotisations sociales et défiscalisation pour les heures supplémentaires.

Voilà ce qu'ils ont fait depuis 5 ans et 8 mois ! Et il faudra bien qu'il y ait un ajustement. Les traces nous sont déjà indiquées : les franchises médicales depuis le 1^{er} janvier, le prix du gaz. Il paraît même que nous avons été épargnés en ce qui concerne le gaz ! L'augmentation aurait du être de 6, mais on a agi pour qu'il ne soit que de 4 ! Il faudrait presque les remercier. C'est comme pour le Livret A : cela aurait du être 4, ce sera 3,5... Cela aurait pu être 3 aussi !

Ce n'est rien à côté de ce qui nous attend et je ne dis pas cela pour faire peur aux contribuables. Je le dis car toutes les conditions d'un plan de rigueur sont réunies : Déficit de la Sécurité Sociale : 13 milliards d'euros ; Déficit du budget de l'Etat : 42 milliards d'euros

Il faudra bien qu'à un moment les équilibres soient rétablis. Mais, au détriment de qui ?

Notre premier devoir est de donner aux Français les moyens de se protéger par rapport à ce qui nous arrive et à ce qui est préparé aujourd'hui. D'ailleurs, les rapports –puisqu'ils sont commandés– finissent par dire la vérité. Il est vrai qu'entre les deux tours des élections législatives, ils avaient avoué –sur la pression, notamment de Laurent Fabius– qu'ils allaient augmenter la TVA –à l'époque, elle était sociale ! Le rapport Attali, pourtant, non seulement confirme l'augmentation de la TVA –à laquelle Nicolas Sarkozy a retiré le caractère social– mais, en plus, aussi de la CSG.

Si nous ne voulons pas de cette perspective, si nous pensons qu'il y a d'autres voies, d'autres solutions, c'est au moment des élections municipales et cantonales qu'il faut marquer la force, le contre-pouvoir que nous devons représenter. Et, le contre-pouvoir, c'est vous, c'est nous. À nous de faire en sorte qu'il soit le plus puissant de France.

Nous sommes dans un pays où jamais les inégalités n'ont été aussi profondes, aussi insolentes, aussi insupportables. Je ne parle pas simplement des stock-options distribuées à quelques-uns qui, maintenant, paraît-il seront distribués à tous... Ce ne sera de toute façon pas le même paquet distribué aux uns et aux autres.

Les patrons des 40 plus grandes entreprises de France ont reçu, en une année, l'équivalent de 365 années de SMIC !

Prenons donc la mesure des choses : pour qu'un smicard gagne l'équivalent d'un patron du CAC40, il a fallu qu'il commence à travailler, il y a 365 ans ! Cela nous amène à peu près sous la période Louis XV ! Poursuivant courageusement sous Louis XVI, passant l'obstacle de la Révolution française, franchissant les guerres napoléoniennes, subissant les deux Restaurations et, continuant à travailler chaque jour, traversant toute la III^e République –deux guerres comprises, se retrouvant à la Libération toujours au labeur, participant par son travail à la reconstruction durant toutes ses années, puis toutes les années de la V^e République –reprenant de l'espoir avec F. Mitterrand trouvant là, les 39 heures et la retraite à 60 ans– mais, il faut qu'il continue encore pour atteindre les 365 ans et enfin avoir la même rémunération que celle que le PDG a eue, lui, en une année. Voilà la France d'aujourd'hui avec Nicolas Sarkozy.

Nous ne changerons pas la France simplement avec les élections municipales, il faut le dire. Mais, quand même ! Si nous pouvions donner un peu d'espoir, un peu de concret, un peu de vie transformée, des facilités pour les gardes d'enfant, pour la formation, pour la solidarité au quotidien, pour le sport, pour la culture... Si nous pouvions au moins donner cela à tous nos concitoyens... Comme socialistes, comme républicains, nous n'aurons pas perdu notre temps.

C'est pourquoi, je vous demande de vous mobiliser comme jamais pour ces élections municipales et cantonales. Nous devons devenir la première formation de France. Nous devons mener campagne partout. J'irai donc à Vesoul ! Et si Vierzon veut m'accueillir, j'irai aussi ! Mais je demande à d'autres ici présents de partager le plaisir de découvrir la France et de la faire changer avec nous à l'occasion de ces élections municipales.

Les élections municipales doivent être le seul objectif des socialistes pendant sept semaines. N'ayons les yeux tournés que vers cet objectif-là. Nous avons fait nos forums de la rénovation. Nous continuerons après les élections municipales. Nous aurons notre congrès. Mais, pour le moment, nous ne devons nous occuper que des Français parce que, si nous voulons que les Français, eux, s'occupent de nous, s'intéressent à nous, espèrent en nous, alors ne regardez nulle part ailleurs. Choisissez comme seule boussole les Français, la démocratie, les territoires.

Gagnez les élections, gagnez les pour vos territoires, gagnez les pour la gauche, gagnez les pour la France tout entière !